ASSEMBLÉE NATIONALE

10 janvier 2014

ACCÈS AU LOGEMENT ET URBANISME RÉNOVÉ - (N° 1670)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 503

présenté par

M. Piron, M. Benoit, M. Reynier, M. Sauvadet et M. Tuaiva

ARTICLE 9

À l'alinéa 39, supprimer les mots :

« ou que les personnes mentionnées au dernier alinéa de l'article 3 et à l'article 4 ont ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article renforce l'obligation actuelle de transparence des professionnels détenteurs de la carte professionnelle à l'égard de leur clients et l'étend aux liens de nature capitalistique ou juridique qu'ils pourraient avoir des entreprises susceptibles d'intervenir au profit de leurs cocontractants.

Mais il étend aussi l'ensemble de ces obligations aux liens de mêmes natures que toutes les personnes habilitées par le détenteur de la carte professionnelle pourraient avoir avec des établissements bancaires, des sociétés financières, ou des entreprises susceptibles d'intervenir au profit des clients de l'agence immobilière.

Le respect de cette obligation envers la clientèle, en ce qui concerne les liens des collaborateurs du détenteur de la carte professionnelle est impossible à respecter.

Un agent immobilier, un gérant d'immeubles ou un syndic de copropriété ne peut pas demander à ses collaborateurs salariés ou indépendants de lui déclarer tous les liens de nature juridiques ou capitalistiques qu'ils pourraient avoir des établissements bancaires, des sociétés financières ou des entreprises prestataires de services susceptibles d'intervenir au profit de ses clients. Ces informations relèvent de la vie privée et de la gestion personnelle par chacun de son patrimoine.

C'est pourquoi cet amendement propose de supprimer l'extension de l'obligation actuelle de transparence, qui pèse sur les détenteurs de la carte professionnelle, à leurs collaborateurs.